

En mission

Témoign d'une compassion qui agit

Vol. 6, no. 1
Février 2017



Enjeux et luttes contemporains des femmes



Photo : Archives du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI)

Les femmes travailleuses immigrantes regroupés au sein du Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI) participent à la manifestation contre l'austérité réalisée le 2 avril 2015 à Montréal.

Le bulletin *En mission* est une publication des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée produite par le Centre Missionnaire Oblat

Éditorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

À l'approche du 8 mars, journée internationale des femmes, nous vous offrons un numéro thématique portant sur la place des femmes dans la société contemporaine. Les luttes des dernières décennies pour l'égalité entre les femmes et les hommes ont modifié le visage de notre société et nous constatons aujourd'hui qu'elles occupent maintenant une place fondamentale dans toutes les sphères sociales.



Néanmoins, malgré leur implication dans de nombreux domaines, leur voix n'est pas toujours entendue et elles continuent de vivre de nombreux problèmes. Pourquoi en est-il ainsi? Nous pensons qu'il est maintenant temps de se pencher sur ces problèmes et de leur accorder une plus grande visibilité, pour tenter d'apporter des réponses et des pistes de solutions adéquates.

Dans les pages qui suivent, nous donnons la parole à des femmes qui témoignent des enjeux qui les touchent dans leur milieu. D'une part, vous y découvrirez les défis que rencontrent les femmes immigrantes sur les plans personnel et professionnel. D'autre part, des réflexions vous sont proposées sur la place des femmes au sein de l'Église, de même que dans le milieu de la coopération internationale.

Bulletin trimestriel *En mission*
ISSN 2292-6941 (imprimé)
ISSN 2292-695X (en ligne)

Éditeur :
Centre Missionnaire Oblat (CMO)

Communications et infographie :
Eduardo Malpica

Comité de rédaction :
Ariane Boyer Roy, Eugène Lapointe, o.m.i., Raymond Marquis, o.m.i., Réjean Mathieu, Ali C. Nnaemeka, o.m.i., Luc Tardif, o.m.i., Réjean Vigneault, o.m.i.

Correction :
Ariane Boyer Roy, Eduardo Malpica

Impression :
Imprime-Emploi

Expédition :
DXP Postexperts

Nous espérons que ces témoignages contribueront à alimenter vos réflexions personnelles et mèneront à une prise de conscience collective. Quels gestes pouvons-nous poser? Comment notre société doit-elle réagir?

Bonne lecture!

Ariane Boyer Roy
Directrice générale du CMO

Femmes immigrantes : portrait sociologique

Lorsque Lina a quitté son pays natal pour immigrer au Canada, plusieurs opportunités semblaient s'ouvrir à elle, notamment en matière d'emplois. Avec raison, elle avait obtenu sa résidence permanente en raison de ses qualifications professionnelles. Arrivée à Montréal, elle s'est vite rendue compte que son diplôme et ses expériences sur le marché du travail ne sont pas si facilement reconnus par les employeurs québécois. Cette situation est partagée par un grand nombre de personnes immigrantes, qu'elles soient hommes ou femmes.



Photo : Pixabay

Plus scolarisées que les femmes natives du pays, les femmes immigrantes peinent à trouver un emploi

Des recherches ont en effet démontré que l'origine ethnoculturelle peut être un motif de discrimination lors de la recherche d'emploi. En effet, selon les données de Statistique Canada en 2011, le taux de chômage est presque deux fois plus élevé chez les minorités visibles (13,3 %) que dans la population en général (7,2 %). On révèle aussi que les femmes immigrantes faisant partie des minorités visibles auraient davantage de difficulté à intégrer le marché du travail que leurs compères masculins. De plus, les conditions d'accès à l'emploi posent plusieurs barrières aux femmes telle la conciliation travail-famille.

Les immigrantes doivent souvent se tourner vers des emplois non-qualifiés. Les magasins à grandes surfaces, les usines, les entrepôts et les agences de placement ont l'avantage d'offrir du travail rapidement. En revanche, ils n'offrent pas les meilleures conditions de travail : de bas salaires, aucun avantage social, aucune sécurité d'emploi, horaires irréguliers, etc. Pour plusieurs, ces emplois précaires riment avec « solution temporaire ». Pour les femmes, et particulièrement les mères qui en grande partie assument la prise en charge des enfants et les tâches domestiques, ces emplois ne sont pas une solution. Pourtant, on affirme que le travail est le tremplin de l'intégration citoyenne. Ainsi, il faut non seulement améliorer les conditions précaires dans lesquelles vivent un nombre considérable d'immigrantes, mais aussi reconnaître que les contraintes auxquelles elles font face ne favorisent qu'un repli dans la sphère domestique.

Mélissa Perreault, candidate à la maîtrise en sociologie,
Université du Québec à Montréal

La Province d'Indonésie est à l'honneur dans notre calendrier 2017

Comme chaque année, le CMO a produit son calendrier annuel pour 2017. Le choix du thème a été guidé par un séjour qu'a réalisé en Indonésie à l'été 2016 la directrice du CMO, Ariane Boyer Roy. Elle y est allée à titre de formatrice dans le cadre d'un séminaire abordant la question de la pérennité financière des missions oblates.



Calendrier 2017 du CMO

L'expertise du CMO fut mise de l'avant afin que les Oblats de ce pays puissent atteindre l'autonomie financière. Une visite des œuvres oblates a aussi été effectuée. Les clichés de cette visite ainsi que de quelques coins du pays peuvent être appréciés dans ce magnifique calendrier.

Si vous souhaitez vous en procurer pour vous ou vos proches, vous pouvez communiquer avec nous et passer une commande, ou encore visiter nos bureaux. Nous vous suggérons de faire un don à votre discrétion.

In Memoriam

BELOEIL, QC

Mme Thérèse Cazabon

RICHELIEU, QC

F. Gérard Tremblay o.m.i.

CHIBOUGAMAU, QC

M. Ghislain Bouchard

RIVIÈRE-DU-LOUP, QC

Mme Lucette Michaud-Nadeau

Mme Antonine Sirois

CHOMEDEY, QC

Mme Madeleine Pigeon-Garceau

SAINTE-SÉRAPHINE, QC

M. Lionel Allard

ORLÉANS, ON

Mme Yolande Legault

SHAWINIGAN, QC

M. Jean-Marie Trudel

OTTAWA, ON

P. Ernst Schönhammer o.m.i.

TROIS-RIVIÈRES, QC

P. Joseph Pirson o.m.i.

À vous la parole

La dernière parution d'*En Mission* apporte des réflexions fort intéressantes sur le thème de l'alimentation, du gaspillage alimentaire et de la sécurité alimentaire. Je travaille dans un organisme communautaire du Centre-Sud de Montréal qui sert quotidiennement des repas équilibrés à très faible prix aux habitants du quartier. Le Centre-Sud est un des quartiers où le panier d'épicerie est le plus cher et l'insécurité alimentaire y est très développée.

Les enjeux liés à la sécurité alimentaire concernent la notion d'accessibilité. Que ce soit l'accessibilité géographique (avoir des commerces de proximité de qualité), économique (pouvoir acheter une quantité suffisante de provisions de qualité) ou encore la capacité de chacun à développer des connaissances et des compétences pour faire des choix éclairés sur les aliments et leur préparation. Bien manger implique que plusieurs facteurs soient réunis et, pour malheureusement encore beaucoup de personnes vivant aujourd'hui à Montréal, ce n'est pas le cas.

Pour ceux qui vivent cette insécurité, il existe des cantines communautaires, des banques alimentaires, des cuisines collectives et plusieurs autres sources d'aide et d'entraide. Grâce à celles-ci, diminuent les conséquences associées à la malnutrition. Les politiques devraient toutefois, à mon sens, se concentrer sur la prévention de l'insécurité alimentaire via l'éducation et le partage plus équitable des denrées et des richesses que sur le traitement de ses conséquences.

Armandine Siess, directrice adjointe du Comité social Centre-Sud

Vous souhaitez réagir à nos articles? Vous voulez partager votre opinion sur un sujet d'actualité? Nous attendons vos commentaires qui seront publiés dans cette tribune.

Vous souhaitez soutenir nos projets et les efforts de nos partenaires? Le succès de notre mission dépend en grande partie de votre engagement. Vos dons contribueront ainsi au développement des communautés

PORT DE RETOUR GARANTI

Envoi de Poste-publication - Enregistrement

No. de la convention 40012241



1215 rue de la Visitation
Montréal, QC H2L 3B5
Tél. : 514-351-9310
Télé. : 514-351-1314
communications@cmoblat.ca



Des nouvelles du P. Alfred

Cette année, nous poursuivons la tradition de vous présenter le parcours d'un missionnaire Oblat. Le P. Alfred Ravelomampisandraibe, o.m.i., est originaire de Madagascar et on lui a confié une mission spéciale : une mission en territoire autochtone québécois. Cela représente, à notre sens, un double défi. Il doit s'habituer à un nouveau pays, le Québec, et aussi à une réalité particulière, celle des Autochtones. Mais laissons le soin de se présenter à lui-même.

Kuei kuei, « bonjour » en français, ce sont les premiers mots que j'ai appris ici dans le monde Innu. Dans cette première chronique, je suis heureux de partager avec vous qui je suis.

Photos : Archives du P. Alfred



L'ordination du P. Alfred

Il faut d'abord rappeler que je suis Ravelomampisandraibe Alfred, missionnaire Oblat de Marie Immaculée. Je suis né à Madagascar le 5 Juin 1975 à Anjomà Nandihizana. Je suis le troisième de sept enfants, quatre frères et trois sœurs. Plusieurs personnes m'ont demandé : Qu'est-ce que signifie ton nom aussi long qu'une phrase? Pour expliquer cette particularité, je vais diviser mon nom en trois mots :

« Ravelo » signifie vivant ; « Mampisa », c'est rendre quelqu'un joyeux et enfin « Raibe » veut dire grand-père. Cela veut dire qu'au même moment où je suis né, le frère de mon grand-père était décédé. Je suis donc venu au monde comme un remplacement pour le côté de ma famille paternelle. Mes parents, eux, sont tous vivants.

Quant à ma vocation, je dois dire qu'en 1997, après avoir terminé mon baccalauréat, je suis entré chez les Oblats. Je suis ordonné prêtre le 13 mai 2007 dans la paroisse oblate de Fianarantsoa. J'ai travaillé presque neuf ans dans une mission au Diocèse de Toamasina qui a été confié aux Oblats pendant plusieurs années. Je suis arrivé au Canada le 26 février 2016. L'accueil des confrères Oblats dans la Province-Notre-Dame-du-Cap fut très chaleureux et remarquable. J'ai écouté attentivement les expériences de mes confrères aînés. Ensuite, j'ai reçu l'obédience pour partir en territoire autochtone. Je vous raconterai le sens de cette expérience dans ma prochaine chronique.



Messe célébrée par le P. Alfred

P. Alfred Ravelomampisandraibe o.m.i. missionnaire à Maliotenam

S'organiser pour contrer l'exploitation au travail

Nous l'avons vu, les conditions de travail pour les femmes immigrantes sont très difficiles. Madame Viviana Medina, originaire du Mexique, en a fait l'expérience elle-même quand, en 2010, elle a eu recours au Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI) à Montréal afin d'en connaître davantage sur ses droits. Elle s'est ensuite activement impliquée dans l'organisation et depuis 2014, elle occupe un poste au CTI. Entrevue.



Photos : Archives du CTI

Mme Medina prend la parole lors d'une manifestation à l'été 2016 revendiquant l'augmentation du salaire minimum

« Les conditions de travail sont très difficiles aujourd'hui, très précaires, mais sans aucun doute, c'est davantage difficile pour les femmes surtout celles sans statut et immigrantes », explique d'entrée de jeu Mme Medina qui occupe un poste d'organisatrice communautaire au CTI. Elle suit les dossiers de la coalition contre le travail précaire et la campagne pour les femmes.

Les problématiques qu'elle aborde lors des ateliers sont diverses. Les sujets de discussion vont du salaire décent à la sécurité au travail en passant par des ateliers portant sur le leadership des femmes dans les agences de travail. « Les femmes partagent leurs expériences, elles échangent et prennent conscience, "ça nous avons droit, ça c'est dangereux." Cela est très important. Nous voyons le changement s'opérer. Elles deviennent de plus en plus autonomes et conscientes », affirme-t-elle.

Ce sont des changements dont elle est très fière, car les problématiques des femmes immigrantes au travail étant invisibilisées, on en parle peu ou prou, soit parce que les femmes ont peur des représailles de la part des employeurs ou tout simplement parce qu'elles ne connaissent pas leurs droits. En effet, le silence est de mise et cela s'aggrave selon le type d'emploi.

Elle travaille en effet avec des femmes dans les agences d'emploi, les travailleuses agricoles saisonnières et les femmes sans statut. On comprend vite que les choses se compliquent pour celles sans papiers. Cette situation les rend beaucoup plus vulnérables. « Les femmes sans statut, il faut bien qu'elles travaillent dans quelque chose, ce qui les amène à accepter des emplois dans de piètres conditions », observe-t-elle. « Le salaire étant très bas, elles doivent travailler plus d'heures. Elles sont fatiguées, leur santé est compromise », poursuit Mme Medina.

« La solidarité est la tendresse des peuples »

Notre campagne « Soyez solidaires avec Haïti pour Noël » a été un franc succès. Vous avez répondu généreusement. Vos dons sont effectivement devenus des cadeaux solidaires et en date d'aujourd'hui, **89 enfants** bénéficieront des repas de la cantine scolaire; pour les familles, nous avons **21 chèvres** et **51 poules**. Vous contribuez ainsi à l'économie familiale et à l'alimentation de tous leurs membres. Cela est très encourageant à la suite du passage de l'ouragan Matthew en octobre dernier.

D'autre part, il faut dire d'abord qu'après une année mouvementée, le pays a enfin un président. Avec 55 % des votes lors du premier tour, Jovenel Moïse, un entrepreneur agricole originaire du nord du pays, a été élu à la présidence en novembre dernier. Espérons que cela amène une certaine sta-



Photo : Pixabay

Après Matthew, la vie reprend son cours en Haïti

bilité politique et sociale afin d'affronter les principaux problèmes du pays en commençant par les graves conséquences suite à l'ouragan. Les récoltes y seront effectivement très mauvaises. Les risques de malnutrition et de famine sont donc très élevés pour les mois à venir. Et ce, sans compter l'épidémie du choléra qui fait toujours des ravages au pays.

Dix mille personnes ont justement perdu la vie et on décompte 800 000 malades. Il s'agit d'une situation d'urgence sociale. La maladie n'était plus présente au pays depuis un siècle. C'est dans le cadre d'une mission de l'Organisation des Nations Unies qu'a été ramenée l'épidémie. Pour y faire face, il faut bien s'hydrater, prendre des précautions hygiéniques et prendre des antibiotiques. Mais que faire quand ces services sont absents? On parle d'une bataille sur plusieurs fronts. Ce qui reste toutefois essentiel, selon le sociologue Jean-Claude Icart, c'est la leçon de l'après-séisme de 2010 : la gestion de la reconstruction doit être pleinement assumée par les Haïtiens eux-mêmes. C'est ce que les Oblats d'Haïti ont intégré dans leur démarche. Ils travaillent de concert avec les communautés et planifient par le fait même de participer à la reconstruction, d'offrir des bourses scolaires, d'aider les pêcheurs de la région de la Côte Sud et de distribuer des semences de maïs et d'autres produits à récolte rapide. Cela assure des réponses concrètes à des problèmes concrets.

Eduardo Malpica, coordonnateur des communications au CMO

Lutte des femmes dans les Andes du Pérou. Compte-rendu.

Le livre *Les femmes et les mines : mémoires d'un parcours de résistance dans les Andes péruviennes* est l'histoire d'une rencontre entre les femmes des Andes, celles de Lima, la capitale du Pérou, et celles qui venant de loin ont exprimé leur solidarité, les femmes des organismes de coopération internationale du Québec. Dans une perspective socio-historique, l'auteure Patricia Amat aborde la lutte des femmes de ce secteur par l'entremise de l'analyse d'une organisation : Filomena Tomaira Pacsi. Ces femmes sont des ménagères et, au début, elles accompagnent



Photo : Archives de Lucie Fabien

Rencontre des Filomenas à Lima, en 1985. À droite, Consuelo García échange avec des coopérantes québécoises

leur mari dans les diverses mobilisations qui ont secoué le pays dans les années 1980 afin de demander de meilleures conditions de travail pour les miniers. Elles gagnent ensuite de l'espace dans la sphère publique et portent leurs propres revendications : une meilleure éducation pour leurs enfants et du respect et de la reconnaissance en tant que femmes.

Les Filomenas, les coopérantes et les femmes engagées de Lima, leur prêtent main forte. Elles empruntent le nom d'une jeune fille qui est morte au moment d'accoucher en pleine mobilisation en 1982. Depuis, les Filomenas suivent les aléas de la politique. Le conflit armé ayant éclaté, elles doivent continuer leur travail de conscientisation et d'organisation. Consuelo García est une figure de proue des Filomenas. Elle s'est rapidement engagée dans les luttes sociales dans les années 1970. Consuelo misait sur l'organisation des femmes et travailla afin que ces dernières gagnent confiance en elles. Pendant le conflit armé, son travail avec les syndicats attira le ressentiment des secteurs conservateurs de la société. En 1989, elle est morte assassinée par un commando paramilitaire.

Aujourd'hui, les revendications d'ordre socioéconomique sont devenues des revendications en défense du territoire face aux compagnies minières. Au CMO, nous sommes convaincus que notre participation, en partenariat avec SUCO, à la traduction de l'espagnol au français de ce livre contribuera à préserver la mémoire des luttes collectives dans les pays du Sud et à en tirer des leçons pour celles du Nord.

Amat y León, Patricia, *Les femmes et les mines : mémoires d'un parcours de résistance dans les Andes péruviennes*, SUCO : Québec, 2016, 204 p.

Les abus s'accumulent effectivement et sont de l'ordre de l'exploitation, la fatigue physique et mentale, la violence psychologique, physique et même sexuelle.

Les travailleuses immigrantes toutes confondues doivent travailler davantage, car elles font régulièrement des envois d'argent à leur famille dans leur pays d'origine. Le cas des travailleuses étrangères saisonnières illustre bien la problématique. « Dans ce cas-ci, les abus commencent dans leur pays d'origine. Des personnes sans scrupules font tout pour leur soutirer de l'argent. Ne connaissant pas la langue, les femmes guatémaltèques par exemple signent des contrats qu'elles ne comprennent point et payent des frais bidons », de souligner l'organisatrice. Le travail de ces femmes s'inscrit dans un programme du gouvernement provincial, le Programme des travailleurs agricoles saisonniers (PTAS). On pourrait penser alors que le gouvernement fait un suivi plus serré pour vérifier les conditions des demandes, mais ce n'est pas le cas.

Sur place, les employeurs retiennent le passeport des travailleuses : « Elles sont complètement démunies face à un système qu'elles peinent à comprendre et ont en même temps tant besoin. Ce sont elles qui se taisent. » Il peut justement arriver que leur mari demande de ne pas parler de crainte qu'elles ne soient pas rappelées l'année suivante, ce qui les priverait d'un revenu important. Il se peut aussi que le fait de dénoncer ces abus servent d'alibi aux employeurs pour les renvoyer à tout moment. « Cela est inacceptable », s'insurge Mme Medina. Les dénonciations s'accumulent et le gouvernement ne donne pas de réponses concrètes.



Photos : Archives du CTI

Remise des certificats de l'atelier sur le leadership des femmes dans les agences d'emploi

Les témoignages de ces femmes sont difficiles à obtenir : « Elles ne peuvent pas parler. Elles sont même surveillées. Celles à qui j'ai pu parler, cela a été possible parce que je me suis rendu au milieu de la nuit dans les champs », raconte-elle. « C'est une lutte très difficile, mais pas impossible », soutient-elle. Des gains sont possibles à force d'enquêter, de documenter et d'exposer les faits aux fonctionnaires du gouvernement. On le voit avec les problématiques concernant les femmes. Les rendre visibles et en parler, c'est déjà un pas vers l'avant.

Cette entrevue a été réalisée par Eduardo Malpica, coordonnateur des communications et de la collecte des fonds au CMO. Elle a été éditée et condensée.

Femmes, des piliers de la vie ecclésiale



Photo : Dinh Khôi Vu

L'auteure célèbre le dimanche de la prière pour l'unité chrétienne à la cathédrale anglicane de Montréal

Les femmes occupent une place indéniable dans l'Église catholique romaine. Elles composent la majorité du personnel engagé dans les paroisses, à titre bénévole ou en tant qu'agentes de pastorale salariées et mandatées par leur évêque. Je me plais parfois à imaginer l'électrochoc que provoquerait une grève où toutes les femmes engagées cesseraient leurs activités. Parions que le quotidien en serait affecté au point de réaliser que les femmes sont des piliers de la vie ecclésiale!

Paradoxalement, à ces femmes qui font vivre les communautés et leurs pastorales, l'Église refuse une reconnaissance des charismes ministériels via le sacrement de l'Ordre (diacre, prêtre, évêque). Ce refus, déjà signifié en 1976 dans la déclaration *Inter Insigniores*, a été réaffirmé et clos par Jean-Paul II en 1994, qui écrivait que « l'Église n'a en aucune manière le pouvoir de conférer l'ordination sacerdotale à des femmes et que cette position doit être définitivement tenue par tous les fidèles. » Ces raisonnements reposent sur le fait que Jésus n'a pas convoqué de femmes parmi les Douze Apôtres et ne leur a pas confié de charge ministérielle, ainsi qu'à une compréhension du ministère sacerdotal devant « représenter le Christ Seigneur et Rédempteur. »



Photo : Bruno Olivier

Messe des nations 2016 organisée par l'Espace Benoît Lacroix. Madame Di Matteo est au centre, en rouge

Ces interprétations littéralistes sont pourtant mises au défi par la théologie et l'exégèse. Le développement des ministères diaconal et presbytéral est complexe, s'étale sur des siècles et ne se réduit pas à l'appel des Douze. Puis, la théologie et la philosophie ouvrent la notion de « Christ » et de « christique » à une panoplie de questions autres que celle d'une représentation masculine. Un espoir? La création en août 2016 d'une commission d'étude pour examiner le rôle des femmes diacres au début du christianisme. De nombreuses femmes, catholiques engagées mais attristées par la vision fermée de leur Église sur leur égalité et leur pleine et digne participation ministérielle, s'accrochent à cette lueur d'aube.

Sabrina Di Matteo, directrice de l'Espace Benoît Lacroix

La dimension de genre dans la coopération internationale

Les principes d'équité et d'égalité sont au cœur de la solidarité internationale. En effet, ici comme dans les pays en développement, les inégalités sociales et économiques affectent davantage les femmes que les hommes. Cette réalité est due à une multitude de facteurs souvent structurels et systémiques, qui doivent être considérés dans l'élaboration des politiques et des projets de développement. En effet, les femmes ont souvent plus difficilement accès aux ressources (pouvoir décisionnel, prêts bancaires) et aux services publics (éducation, santé) nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de vie. Ainsi, un projet doit non seulement se pencher sur le contexte culturel et économique local, mais aussi sur l'impact différencié du projet sur les femmes et sur les hommes. L'objectif est de veiller à ce que ses effets bénéfiques soient ressentis par tous.



Photo : Archives du CMO

Des travailleuses chiliennes de l'industrie textile forment un syndicat afin de défendre leurs droits

Plusieurs de nos partenaires oblats ont mis en place des projets en tenant compte de leur impact sur les femmes. Au Chili, les Oblats ont aidé des travailleuses de l'industrie du textile à former un syndicat en vue de défendre leurs droits en milieu de travail. En Indonésie, ils ont développé un programme de microcrédit à faible taux d'intérêt, destiné spécifiquement à des groupes de femmes. Néanmoins, il est parfois difficile pour une congrégation masculine de réaliser des projets favorisant l'intégration des femmes et des filles, en raison de la culture locale. C'est le cas au Pakistan. Pour remédier à cette situation, les Oblats ont invité officiellement les Sœurs de la Sainte-Famille de Bordeaux, qui se sont établies au Pakistan en 1975 et travaillent depuis en complémentarité avec les Oblats.

Cela est très important, car des études ont conclu que, en matière de solidarité internationale, chaque dollar remis à des femmes aura un impact dix fois plus grand que s'il est investi auprès des hommes, puisqu'elles mettront davantage cet appui au service de leur famille et de leur communauté.

Ariane Boyer Roy, directrice générale et responsable des projets du CMO